

On travaille pendant la soirée de la St-Valentin  
depuis 1977

# Le Délit *français*

51  
V89 N38  
Montréal, le mardi 15 février 2000

400\$  
en  
prix!  
p. 5

SOMMET DE LA JEUNESSE:

ON ATTEND, PERPLEXES

P. 8

TECHNO À L'HONNEUR À L'USINE C

P. 5



WWW.DELITFRANCAIS.COM



# ...brèves

## Des sénateurs d'honneur?

Le Sénat de l'Université a passé une résolution il y a deux semaines demandant que les individus qui ont brisé leur promesse de confidentialité démissionnent. Ces individus (ou cet individu) auraient dévoilé au McGill Daily, à la mi-janvier, que le directeur de l'exécutif de la Banque Royale, John Cleghorn, n'avait pas été retenu comme titulaire d'un doctorat honorifique. Le vote d'une minorité des membres du Sénat avait suffi pour décliner l'offre. C'est le sénateur Samuel Noumoff qui a suggéré que cette motion soit passée, espérant que les individus démissionnent, de façon à donner de la crédibilité au Sénat. L'histoire, qui avait fait la une du McGill Daily le jour même du vote, avait été ensuite reprise par les grands journaux montréalais.

-isabelle gagné

## L'AEUM encore dans l'eau chaude

La parution de l'article du *Devoir* sur les sections controversées du manuel de l'AEUM («Welcome to Quebec» et «Peel Pub is the greatest fucking bar I've ever been to») semble avoir causé pas mal de remous. L'auteur des sections, qui se voulaient caricaturales, y dépeint le paysage politique québécois et illustre en termes très explicites les pensées d'un Américain qui découvre les joies nocturnes de Montréal. Qualifiant les femmes francophones de «French bitches», l'Américain en question suggère que les Québécois apprennent à parler «américain».

L'exécutif de l'association étudiante a tenté d'étouffer l'affaire. Ainsi, Matt Wyndowe, le vice-président aux événements de l'AEUM, suite à une question du représentant de l'Association des étudiants en Management lors du dernier conseil législatif de l'AEUM, remettait en cause la bonne foi de la journaliste du *Devoir* dans cette histoire. «(L'histoire) est sortie près de neuf mois après la distribution du manuel sans que nous ayons eu aucune plainte», a répondu Wyndowe. Pourtant, près de sept mois avant que le «scandale» n'éclate en première page du *Devoir*, Andrew Tischler, le président de l'AEUM, déclarait au *Débat français*, à propos de la section «Welcome to Quebec»: «C'est dommage que cela se soit passé comme ça. Si j'avais su, je l'aurais enlevée.» Aucune action n'avait alors été entreprise par l'AEUM, qui

avait préféré laisser dormir l'affaire. Manque de communication au sein de l'AEUM ou irresponsabilité?

Pour sa part, l'administration de l'Université soutient n'avoir aucune responsabilité quant aux propos tenus dans le manuel puisque sa rédaction demeure l'entière responsabilité de l'AEUM. Andrew Tischler, le président de l'AEUM, a répondu au *Devoir* qu'on ne devait «pas prendre cela au pied de la lettre», puisqu'il s'agit d'une parodie. La controverse fait suite à l'envoi de lettres anonymes à certains journaux montréalais, dont *Le Devoir* et *The Gazette*. Ce dernier quotidien, dont une journaliste avait contacté *Le Débat français*, qui a annoncé l'histoire en primeur à l'automne, n'avait cependant pas jugé bon de publier l'information.

-julien laplante

## Référendum

Les étudiants mcgillois se prononceraient sur le statut du First Year Council of Committee (FYCC) lors de la prochaine période référendaire. La question du référendum a été adoptée sans discussion lors du conseil législatif. Le FYCC, qui ne dispose pas d'un droit de vote sur le conseil législatif de l'AEUM, pourrait devenir un membre votant du conseil au terme du référendum. Cette association a elle-même été créée suite à un référendum l'année dernière et a pour mission de représenter les freshmen et les étudiants de première année.

-julien laplante

## Lise Bissonnette honorée à Paris

Lise Bissonnette, qui a été directrice du *Devoir* de 1990 à 1998, a reçu ce mardi 8 février l'insigne de la Légion d'honneur, la plus haute distinction en France, pour «sa longue contribution aux relations franco-québécoises.»

Lise Bissonnette a reçu cette distinction des mains du président de la Bibliothèque nationale de France, Jean-Pierre Angremy, dans les salons de la Délégation du Québec à Paris. Plusieurs invités de marque, dont l'ancien président de l'Assemblée nationale de France et fervent souverainiste, Philippe Séguin, et la ministre québécoise de la justice Linda Goupil, étaient présents.

Un point d'honneur pour le quotidien qui a fêté, le 10 janvier dernier, ses 90 ans.

-françois caron

## [commentaire]

ENTENTE D'EXCLUSIVITÉ AVEC COKE

## Je préfère boire de l'eau

par jean-françois simard

Un fait remarquable chez les étudiants, c'est qu'il sont prêts à monter aux barricades pour défendre leurs principes. En l'occurrence, en ces jours de vache maigre, le principe essentiel, c'est le droit à l'éducation pour tous, riches ou pauvres. Une éducation de qualité ça coûte de gros sous, et au moment où les gouvernements fédéral et provincial jonglent avec les millions, le ventre plein de macaroni cheap des étudiants est en droit de demander une hausse des subventions.

Mais un gouvernement n'ouvre pas ses poches pour un simple principe, droit à l'éducation ou pas. Un politicien qui se respecte, ça délire sa bourse pour des votes, pas pour assurer l'avenir d'une société. C'est ainsi que certains étudiants se laissent détourner vers d'autres causes, d'autres principes, qui ne semblent malheureusement pas concorder avec leur démarche pour une éducation digne de ce nom.

Ces pseudo-idéalistes ont déniché un nouveau bouc-émissaire: j'ai nommé l'ingérence du secteur privé dans l'éducation, par l'entremise de l'entente sur l'exclusivité de distribution des boissons gazeuses. Actuellement, il n'y a pas plus d'ingérence dans cette entente que derrière la roulotte à friture de compagnie X postée l'été – en exclusivité! – devant la bibliothèque Redpath. Et si jamais le contrat d'exclusivité évolue, on en reparlera: on traversera le pont quand on sera rendu à la rivière, comme disait l'autre. Si vous vous préoccupez d'ingérence, fouillez plutôt la relation entre McGill, la Banque Royale, et le chancelier Dick Pound.

Aujourd'hui, on se doit d'être réaliste. Oubliant déjà que les universités québécoises sont en manque désespéré de fonds pour les recherches, les équipements, les bibliothèques et (la liste est longue), les opposants de l'entente crachent haut et fort leur mépris pour les millions de Coca-Cola, de Pepsi, ou de n'importe quel autre exploitant privé: Ils vous diront: «On n'ouvre pas la porte à la privatisation dans les universités, c'est une question de principe». Quel principe? Il y a déjà des machines à Pepsi, des machines à Coke, à chaque coin de corridor de McGill. Quelle serait la différence, s'il n'y avait que du Coke pour assouvir la soif de ses prétendus opposants à l'ingérence du privé?

Encourager et acheter Coke ou Pepsi, d'un point de vue non-gustatif, c'est du pareil au même: les deux multinationales n'ont rien à faire de l'éducation, elles cherchent à vider les poches estudiantines, c'est tout.

Mais voilà que ces exploiters nous proposent de l'argent pour avoir l'exclusivité... Grand bien nous fasse. Ceux qui, en plus de prétendre avoir des principes, ont une vision réaliste de la situation de notre monde, adopteront une ligne de conduite réfléchie. Ils accepteront l'argent, ils accepteront d'avoir une seule marque de machines distributrices dans l'université et... ils boiront de l'eau. Plutôt que de boycotter des fonds qui tombent du ciel et que leur situation financière ne peut refuser, ils boycotteront les produits des compagnies. Ça revient à mordre la main qui nous nourrit, mais quand cette main rime avec multinationale, il y a de quoi avoir la conscience tranquille. On me dira que plusieurs ne boycotteront pas, je dirai que la plupart n'ont déjà pas grand-chose à cirer d'avoir une entente de distribution ou pas. Il suffira de les sensibiliser.

Les principes fondamentaux, c'est le droit à l'éducation, c'est la lutte contre les multinationales. L'entente sur la distribution des boissons gazeuses et autres, c'est une chance inespérée de damer le pion à ces chers responsables du marketing inc. Avec quelques millions en prime.

Ⓢ



400\$ P. 5 EN PRIX

www.delitfrancais.com  
www.delitfrancais.com  
www.delitfrancais.com  
www.delitfrancais.com  
www.delitfrancais.com  
www.delitfrancais.com  
www.delitfrancais.com

## [courrier]

Cher Débat,

Ici Julie, franco-ontarienne, du groupe Students for a Better McGill (SFBM). On a été très surpris de découvrir que vous nous avez traités de «poignée de radicaux» tandis qu'on a accordé à Isabelle Gagné une entrevue sur SFBM entièrement en français (voir «McGill drague les francophones» dans l'édition du 8 février 2000). Si on était vraiment un groupe radical, pourquoi est-ce qu'on s'adresserait au *Débat* en français et essaierait d'ouvrir un dialogue? Aucun aspect de l'entrevue n'a été mentionné dans votre article. Vous avez plutôt choisi de vous concentrer sur un de nos 18 posters sur le site web et nous traiter d'être seulement des marginaux. Rappelons-nous ce que Voltaire a dit: «Il se peut que je sois en désaccord avec ce vous dites, mais je défendrai jusqu'à la mort votre droit de le dire.» Mais pour le *Débat*, il semble que si on est en désaccord avec les rédacteurs, il vaut mieux se taire.

Je parie que vous ne publierez même pas cette lettre.

Julie Bennet



Éditorial  
Editorial

# Tout ça pour ça!

par isabelle gagné

**C**réée à l'époque, pas si lointaine, où l'an 2000 exhalait encore un brin d'exotisme, la Fondation des bourses d'études du millénaire, projet fétiche d'un premier ministre assis sur son mandat, a tout de suite agacé les provinces, pas tellement contentes de se voir brandir glorieusement d'une main ce qu'on leur a pris, en baisse de transferts, de l'autre.

Les étudiants, eux, haussaient les épaules. Peu importe que le chèque vienne d'Ottawa, de Winnipeg ou de Québec. La plupart avait le bon goût de se rappeler qu'au départ, il vient de la même poche.

Pendant qu'ailleurs on se plaignait timidement d'ingérence, au Québec on faisait des pieds et des mains pour faire échouer le projet. Qu'on rétablisse les transferts ou qu'on donne ces rondelles sombres directement à la province afin qu'elle puisse lutter comme elle l'entend contre le problème de l'endettement étudiant, demandait-on.

Cet automne, sachant qu'avec les dernières feuilles tomberaient les cadeaux fédéraux, François Legault, ministre de l'Éducation, jouait au «c'est pas moi, c'est ma sœur», refusant toujours de négocier avec «une Fondation de non élus», et faisait tout pour nuire à une entente. Ainsi, graphistes d'Ottawa et de Québec s'échangeaient, à un rythme assez trépidant pour engorger les lignes de fax, des modèles de chèques, systématiquement refusés par l'autre clan. Le chèque est trop bleu, la feuille d'érable est trop grosse, it's only in French, es ist zu rot.

La valse engendrée par le fédéral et le provincial, multipliant les faux pas, a pris fin (on aurait pu croire) juste avant que 1999 n'expire. L'entente? 70 millions de dollars (sur un total de 2,5 milliards) sur dix ans, dont la moitié ira au Programme de prêts et bourses et l'autre aux services directs aux étudiants des cégeps et des universités. C'est donc quelque 22 000 étudiants qui, chaque année, recevront une bourse dont la valeur moyenne sera de 3 000 dollars.

Ces 22 000 étudiants ont déjà eu l'honneur, au cours du mois de janvier, de recevoir une fière lettre rouge et blanche, leur annonçant qu'ils étaient les tout aussi fiers titulaires d'une bourse qui «représente

notre façon à nous, Canadiens, de célébrer le nouveau millénaire en investissant dans votre avenir». Soit. Ils devaient encore avoir l'horreur de lire la suite.

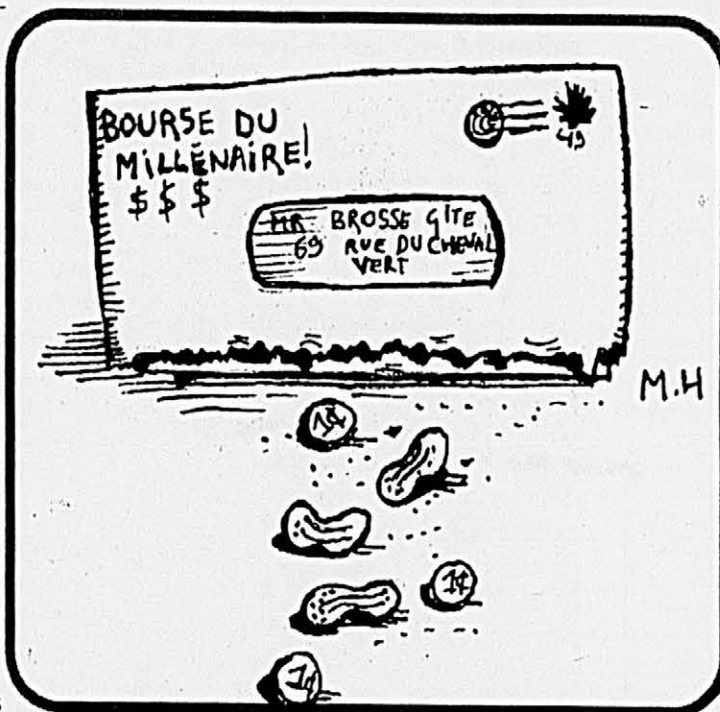
La Fondation fut-elle secouée quand les 22 000 étudiants retombèrent sur terre en lisant la suite? C'est que 44 000 yeux devaient se rendre compte que leur nouvelle bourse remplace celle qui avait déjà été versée, en tout ou en partie. Fallait-il vraiment payer 22 000 timbres et une lécheuse pour les aposer pour leur annoncer ça?

Si au moins 22 000 nouveaux chanceux tiraient leur 3 000 dollars du paquet. Non, «les sommes alors dégagées, puisqu'elles n'ont pas à être déboursées par le gouvernement du Québec», serviront à un programme ministériel de remise de dette, pour un montant maximal de 500 dollars par année pour les étudiants du premier cycle.

Un certain nombre d'étudiants se sont même plaints que leur bourse originelle (obtenue du programme de Prêts et Bourses du Québec) était maintenant réduite, une fraction étant remplacée par un remboursement de prêt. Cadeau empoisonné.

Il y a pire. La bourse du millénaire, contrairement à l'ancienne, est impossible. Une étudiante de l'Université Carleton a déjà annoncé qu'elle déclinait «l'offre» de la Fédération, et elle est appuyée par la Canadian Federation of Students (CFS). L'Alliance canadienne des associations étudiantes (CASA), l'AEUM et la Fondation elle-même font aussi du lobbying pour que ce non-sens soit rétabli.

Après tout, l'objectif était que tout le monde en profite, diront-ils. Aussi bien nous jeter des peanuts. ☺



## Le Délit français

Le Délit français est publié par la Société de publications du Daily. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient été auparavant réservés, incluant les articles de la CUP). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ).

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.  
ISSN 1192-4608

Le Délit français

rédacteur en chef

Julien Laplante

direction@delitfrancais.com

chef de pupitre, nouvelles

Isabelle Gagné

nouvelles@delitfrancais.com

chef de pupitre, culture

Julie Rouleau

culture@delitfrancais.com

assistante à la rédaction

Véronique Mistycki

coordonnateur de la mise en pages  
Jonathan Arès

coordonnateurs de la photographie  
Mélissa Martin  
Bartek Komorowski

coordonnateur des illustrations  
Michel Hellman (page couverture)

coordonnatrice de la correction  
Sophie Choquet-Girard

collaboration

François Caron

Rémi Cureau

Évangéline Faucher

Genevieve Fortin

Céline Furi

Caroline Guerrier

Caroline Laroche

Sylvain Larocque

Aude Maltais-Landry

Isabelle Porter (PUIQ)

François Pradella

Jean François Simard

Perrine Vennetier

Axel Wintrebert

Tania Youance

Amir Zelli

Sonia Ziadé

Le McGill Daily

coordination à la rédaction  
Jason Chow

gérance  
Marian Schrier

assistance à la gérance  
Pierre Crowley

publicité  
Sasha Deschênes  
Boris Shedov

photocomposition et publicité  
Cameron Campbell

L'usage du masculin dans les pages du Délit français vise simplement à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire

www.delitfrancais.com

courrier@delitfrancais.com

3480 McTavish, bur. B-03  
Montréal, Québec, H3A 1X9  
Téléphone: (514) 398-6784  
Télécopieur: (514) 398-8318

PUBLICITÉ  
Téléphone: (514) 398-6790  
Télécopieur: (514) 398-8318

Il n'est pas trop  
tard...

Venez fêter la  
Saint-Valentin  
avec nous

† Réunions  
tous les mardis,  
17h30,  
Shatner B03





## [campus]

QUESTION RÉFÉRENDAIRE

## Dénouement forcé

par Julien Laplante

**A**près des jeux de coulisses, une question référendaire sur le contrat d'exclusivité pour boissons froides a finalement été approuvée par le directeur des élections de l'AEUM.

Après de longues négociations, la saga de la question du référendum vient finalement de connaître son dénouement. Trois questions étaient en lice. Deux avaient été approuvées par le conseil législatif de l'AEUM et une autre avait été proposée par un groupe d'étudiants. Celle qui a finalement été choisie était ardemment défendue par l'AEUM. Les étudiants devront répondre oui ou non à cette question: «Autorisez-vous l'AEUM à négocier un contrat d'exclusivité pour les boissons froides?» Une décision finale devait être prise rapidement puisque la date limite, qui avait en premier lieu été fixée à jeudi dernier, avait encore été repoussée.

**«Ce qu'ils ont fait est ultra-croche et anti-démocratique»  
-Philippe Gohier, président de l'association en génie, à propos de l'AEUM**

La question défendue par Gohier et François Tanguay-Renaud, de l'association des étudiants en droits, était la suivante: «Vous opposez-vous à la participation de l'Association étudiante de l'Université McGill à un contrat d'exclusivité pour les breuvages froids à la grandeur du campus?» Le président de l'AEUM, Andrew Tischler, a questionné la tournure négative de la phrase lors du dernier conseil législatif. «La question en est une négative, donc si vous votez «oui» vous avez en réalité voté «non», ce qui est bizarre et qui n'est pas dans le meilleur intérêt de l'électorat.»

Philippe Gohier, le représentant des étudiants en génie, affirme que leur proposition n'était pas plus tendancieuse que celle de l'AEUM. «Chaque question de référendum est biaisée, elles ont toutes un biais naturel», a-t-il déclaré au *McGill Daily*. Il renchérit en disant que si «[les membres de l'exécutif de l'AEUM] croient que notre question est biaisée, nous croyons que la leur l'est aussi. C'est



La patience de Paul Flicker, directeur des élections de l'AEUM, a été mise à rude épreuve jusqu'à la dernière minute. Quelques heures avant la rencontre qui devait déboucher sur la sélection finale, celui-ci affirmait d'ailleurs au *Délit français* que si les parties n'arrivaient pas à s'entendre, il devrait trancher. «Je vais leur demander d'en arriver à un accord, dit-il, mais s'ils n'y arrivent pas, je devrai imposer une question.» Sans préciser laquelle il choisirait advenant un échec des négociations, Flicker affirmait qu'il choisirait une des deux questions approuvées par le conseil législatif. C'est finalement la question de l'AEUM qu'il a approuvée lors d'une réunion tenue lundi soir. «Je n'ai été informé que la veille de la tenue de cette réunion» déclare Philippe Gohier, de l'association des étudiants en génie, qui s'oppose au contrat d'exclusivité. Avec l'association des étudiants en droit et celle des étudiants en science, il comptait parmi ceux qui défendaient une question qui utilisait le verbe «opposer». Celle-ci leur aurait donné l'avantage du camp du oui, un avantage indéniable lorsqu'on sait que le camp du oui a remporté tous les derniers référendums à McGill dans le passé, peu importe le sujet.

la nature d'un référendum.»

Après avoir assisté, impuissant, au dénouement de l'affaire, Philippe Gohier est révolté par les manoeuvres de l'AEUM pour arriver à ses fins. Suite au conseil législatif de l'AEUM, jeudi dernier, on semblait en être enfin arrivé à un accord. Le *McGill Daily* confirmait même la nouvelle dans son édition d'hier. «Ils nous ont joué complètement, dit Gohier. C'est de la politique au pire niveau. Ce qu'ils ont fait est ultra-croche et anti-démocratique.» Andrew Tischler, de l'AEUM, n'a pas retourné notre appel pour commenter l'affaire.

Alors que les étudiants de l'UQAM et de Laval ont rejeté, par le biais de référendums étudiants, les contrats d'exclusivité pour les boissons froides, la situation à McGill sera très différente. L'AEUM se pose en faveur d'un tel contrat, ce qui lui donne plus de chances d'être signé. Un tel contrat, qui placerait Coke en situation de monopole sur le marché mcgillois, lierait l'Université à cette compagnie pour une période de 11 ans.



## Cette semaine *Geneviève* se prend pour une columnist **Jane sauvée par Tarzan**

par Geneviève Fortin

Attention où vous posez les pieds. Il semblerait que le Canada soit un panier percé! Après les documents militaires perdus (qu'on n'a jamais retrouvés même après avoir fouillé tous les fonds de classeurs), voilà qu'on a perdu la trace d'un milliard de dollars! Pour se sortir du pétrin, la ministre Jane Stewart organisera-t-elle, à l'instar de David Collenette, une journée nationale de fouilles où chacun devra vérifier son petit change?!

Au fédéral, ministres et stratèges politiques tentent de faire comprendre qu'il ne manque pas réellement un milliard de dollars. Ce montant est en effet une estimation à laquelle est arrivé le vérificateur interne du ministère du Développement des ressources humaines après avoir examiné une trentaine de dossiers de subvention. Selon les règles de vérification, on a choisi 459 dossiers au hasard parmi les 30 000 dossiers. De ces 459 dossiers, seulement 37 ont été étudiés jusqu'à maintenant. C'est à partir de ces résultats que les vérificateurs ont extrapolé qu'un milliard de dollars avait été donné en subventions sans contrôle rigoureux. Ainsi, selon certaines sources, l'achat de bijoux a été remboursé dans la catégorie articles de bureau; des sociétés ont reçu une aide gouvernementale plus importante que celle demandée; des organismes n'ont pas eu à présenter de pièces justificatives pour une partie des subsides obtenus.

À la suite de ces révélations, les partis d'opposition ont crié au scandale. Ils dénoncent le nombre anormalement élevé de subventions attribuées à la veille des élections de juin 1997. Dans certains cas, le versement de ces deniers publics n'a reçu d'approbation qu'en 1999. Le Parti réformiste a d'ailleurs fait remarquer que de grosses sommes d'argent ont été investies dans des comités libéraux. On constate également que les bénéficiaires de ces investissements étaient des amis du Parti Libéral. Selon les informations de certains députés, il y aurait une corrélation entre les organismes et compagnies ayant reçu des subventions et ceux ayant généreusement participé à la caisse électorale du Parti Libéral. Serait-on revenus aux beaux jours du duplisme, où la construction de routes et l'électrification rurale correspondaient aux périodes électorales?

La session parlementaire qui débutait le 7 février dernier s'est donc ouverte de façon houleuse, les députés de l'opposition demandant la démission de la ministre Stewart. Le Premier ministre Jean Chrétien leur a répondu qu'il n'était pas question qu'elle démissionne et il a bien raison. C'est son gouverne-

ment au complet qui devrait être forcé de démissionner. Si les subventions ont servi, comme certains députés le prétendent, à des cadeaux déguisés aux amis du régime, c'est toute la bande libérale qui doit démissionner. L'affaire ne doit pas finir en queue de poisson comme ce fut le cas avec la démission théâtrale de Sheila Copps. Il ne s'agit pas ici d'avoir manqué à une promesse électorale, il s'agit, peut-être, de corruption.

Dans un système où la responsabilité ministérielle est facilement contournée étant donné les fréquents remaniements, on ne peut pas s'attendre à ce que le gouvernement reconnaisse ses erreurs et présente sa démission. De la même façon, les journalistes et l'opposition ne sont pas capables d'obtenir des explications de la part du ministre en poste lors des événements, Pierre Pettigrew. Ce politicien à l'allure d'un gentleman se cache derrière une responsabilité ministérielle qu'il n'occupe plus depuis le mois d'août 1999. Pas très noble!

Pas très noble non plus, l'attitude de Jane Stewart et de Jean Chrétien qui jettent la faute sur les fonctionnaires en prétendant qu'il s'agit de simples erreurs administratives. Il est trop facile de discréditer ces travailleurs de l'ombre, souvent maltraités par l'opinion publique. Il serait tout de même utopique de croire que les fonctionnaires du ministère du Développement des ressources humaines ont accordé de façon fortuite des subventions gonflées à des compagnies non admissibles qui, par une curieuse coïncidence, sont des amis du parti et localisées dans des circonscriptions libérales, et tout cela à la veille des élections! Drôle de hasard.

Il est difficile de croire qu'une telle négligence puisse être l'œuvre d'un seul ou de quelques fonctionnaires. Il est tout aussi improbable que les fonctionnaires aient pu soudainement oublier la liste des critères d'attribution de l'aide gouvernementale, juste au moment de l'élection nationale. Pour que la soudaine incompétence prenne une telle proportion, il faut qu'elle ait été commandée de haut, au niveau des hauts fonctionnaires, voire de leur ministre.

Il est toujours instructif de voir jusqu'à quel point les partis au pouvoir trouvent de l'argent pour leurs amis et leurs supporters alors qu'ils invoquent une diminution des dépenses pour justifier le manque de fonds dans les hôpitaux, les universités, et les programmes destinés aux chômeurs. Après sept ans de gouvernement Chrétien, on doit constater qu'il y a presque autant de patronage qu'au temps des Conservateurs! Pas vraiment réconfortant. ☺

[www.delitfrancais.com](http://www.delitfrancais.com)



# Culture

[musique]

LULU, LE CHANT SOUTERRAIN À L'USINE C

## Un peu d'opéra techno?

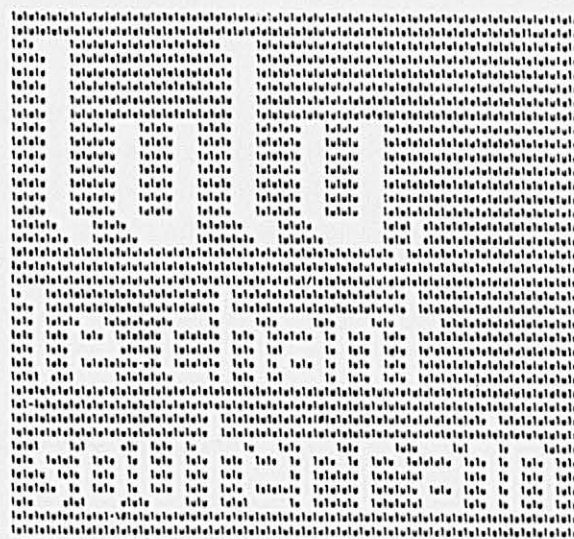
**Un opéra techno... un peu paradoxal comme concept, le mariage de deux styles musicaux qui se retrouvent aux antipodes l'un de l'autre. La compagnie Chants Libres, toujours à l'affût de l'inédit, a tenté l'expérience avec Lulu, le chant souterrain. Une tentative courte (seulement 1 heure) mais intense, pour esprits très ouverts seulement...**

Pour les besoins de l'œuvre, le compositeur Alain Thibault et l'écrivain Yan Muckle, auteur du livret, ont emprunté le personnage de Lulu à un opéra du début du 20e siècle. Nommé simplement d'après le prénom de son héroïne, cet opéra relatait la vie d'une femme perdue, très portée sur les plaisirs charnels, qui fut finalement victime du célèbre Jack L'Éventreur. Le compositeur de Lulu (1937), l'Autrichien Alban Berg, était l'un des pionniers de la musique atonale. Dans *Lulu, le chant souterrain*, les auteurs explorent le thème du désir à travers la relation tumultueuse et finalement mortelle entre Lulu (Pauline Vaillancourt, soprano) et son homme (Paul Savoie, comédien).

« Je te cherchais dans les rues partout où il fait noir... » Éperdu, haletant, le personnage masculin erre sans fin dans la ville - avouons-le, il court en rond dans une spirale d'escaliers, mais l'effet visuel est vraiment réussi. Il court jusqu'à ce qu'il trouve sa Lulu, celle qui assouvirait ses désirs sexuels et dominateurs. Les escaliers entourent ce qui semble être la chambre de Lulu (ou du moins le lieu de ses ébats). C'est là, dans cet espace asymétrique, irréel, que Lulu et son homme se livrent à leurs jeux de domination-soumission, désirs-soupirs, qui penchent parfois vers le sado-masochisme et même le fétichisme (quand l'homme enfle les vêtements de Lulu).

En vérité, la musique techno qui rugit pendant toute

l'œuvre convient parfaitement à la violence du sujet. Les éclairages d'Axel Morgenthaler sont tout simplement superbes; le décor est très ingénieux. Je dois également souligner que les costumes de Liz Vandal sont particulièrement réussis: l'homme, tout de vinyle vêtu, avec chapeau



et manteau de fourrure, et Lulu, avec bustier doré et pantalons (je crois qu'on peut appeler ça des pantalons) écarlates. Et puisque les personnages passent beaucoup de

temps à poil, chacun porte un habit texturé et moulant de couleur chair. Bref, l'aspect visuel du spectacle est très travaillé.

Cependant, une grande faiblesse : la performance vocale de Pauline Vaillancourt, qui doit chanter l'opéra pendant tout le spectacle. Le mariage du chant lyrique avec le techno aurait pu donner un résultat fascinant, mais les mélodies insignifiantes que doit entonner la soprano gâchent tout. En fait, il devient difficile de savoir si elle chante faux ou si elle ne fait que rendre l'effet voulu par le compositeur. Une chose est sûre, l'idée de faire courir Lulu dans les escaliers tout en chantant n'était pas géniale. Quant à Paul Savoie, son interprétation est correcte et bien dosée.

En somme, on ne s'ennuie pas pendant *Lulu, le chant souterrain*. La fusion opéra-techno n'est pas aussi réussie qu'elle aurait pu l'être, cependant l'idée mérite de faire son bout de chemin. Mais pour apprécier le spectacle, il faut être un adepte d'expériences qui sortent de l'ordinaire.

Lulu, le chant souterrain, à l'Usine C (514) 521-4493

Les 15, 16 et 19 février 2000



Lulu

## La magie des marionnettes

[théâtre]

par caroline guerrier

**Bien que *Les Enrobantes* ne soit que la seconde production du tout récent Théâtre Pupulus Mordicus créé en 1995, cette oeuvre est l'illustration parfaite du génie, déjà explosif, de ses créateurs.**

Mettant en scène le très réputé père de la psychanalyse, Sigmund Freud, perdu entre son impuissance, les incessantes persécutions sexuelles faites par sa femme à son égard et son besoin de protéger ses découvertes scientifiques des nazis et de ses confrères envieux, l'intrigue se veut complexe, mouvementée et pleine de rebondissements. Heureusement, la belle Lola, une «star» de cabaret et «call girl» à ses heures perdues, se montre compréhensive et prête à alléger ce cher Freud de tous ses petits tracas.

Alors que, je dois l'avouer, me rendre à ce spectacle ne me réjouissait pas particulièrement, j'en suis sortie époustoufflée. Qui l'aurait cru? En effet, nul n'aurait pu penser

qu'assister à un spectacle de marionnettes pourrait éblouir les plus de dix ans. Cela dit, malgré mes vingt-deux ans, j'ai eu autant de plaisir à passer ce moment que lorsque j'étais enfant et que je passais mes mercredis après midi à voir les péripéties de la célèbre marionnette Guignol et de ses joyeux complices dans l'un des petits théâtres de ma ville natale. Même si le registre était différent, la magie était la même.

Et oui, les marionnettes ne sont pas destinées qu'à l'amusement des tout petits. Leur histoire le prouve. Comme certains des plus grands dramaturges des siècles passés les ont révélées en Orient ainsi qu'en Occident, les marionnettes sont avant tout les accessoires du théâtre

pour adultes. C'est en renouant, donc, avec les origines de ces petits êtres de bois que le Théâtre Pupulus Mordicus exprime son art. Mélangeant la gaieté et la légèreté aux drames historiques et quotidiens qui finalement résument en quelques mots bien choisis les souffrances de notre humanité, *Les Enrobantes* constitue un spectacle baignant dans une ambiance sympathique, crue, donnant souvent libre cours à l'hilarité mais qui, cependant, ne manque en rien de sentiments sincères et profonds, parfois même dérangeants de par leur sévérité.

Ayant déjà reçu à Québec le Masque de la meilleure production 1998, ce spectacle est sûrement l'une des compositions théâtrales qui marquera inexorablement cette année.

*Les Enrobantes*, Salle Fred Barry (514) 253-8974  
Jusqu'au 26 février 2000

400\$ à gagner!

N'oubliez pas notre concours littéraire.

Date de tombée: 28.02.00

Feuillet d'information disponible au Shatner B-03.

Quartier(s)



[cinéma]

# La triste vie d'esthéticienne

par caroline guerrier

Une patronne faux-Chanel, une cliente exhibo, une autre narcissique, et un ancien combattant libidineux... tels sont les individus formant l'univers du salon Vénus Beauté dont Angèle (Nathalie Baye), Marie (Audrey Tautou) et Sam (Mathilde Seigner) sont les esthéticiennes.

C'est dans cette ambiance quelque peu singulière que les trois jeunes femmes nous dévoilent leurs tristesses et leurs angoisses. Alors que Marie serait plutôt du genre «eau de rose» ou jeune collégienne naïve et innocente, limite simplette, Sam et Angèle se montrent beaucoup plus perspicaces. En effet, marquées toutes deux par les revers de la vie, elles mènent leurs existences et les hommes sans chichis ni fausses pudeurs.

Fidèle au style de la réalisatrice et scénariste Tonie Marshall, cette comédie, apparemment légère, ne manque

pas de profondeur. Aigreur humour et douce amertume, superflu et subtilité, cette réalisation est pleine de saveur. Même si l'intrigue n'est pas, il est vrai, d'un réel grand intérêt, Marshall réussit tout de même à nous émouvoir par son récit en couleur, mettant en scène le quotidien, finalement banal, de nos trois professionnelles de la beauté. Sans doute, le casting y est pour quelque chose... De Nathalie Baye à Robert Hossein en passant par Micheline Presle, la distribution ne manque effectivement pas de «génies» du grand écran dont la renommée n'est plus à faire.

En bref, on comprend pourquoi ce film a été nommé sept fois aux Césars, entre autres pour le meilleur film, le meilleur scénario, le meilleur réalisateur et la meilleure actrice. ☉



Vénus Beauté (Institut) de Tonie Marshall

[exposition]

## Des couleurs et des hommes

par évangeline faucher

**T**out le monde connaît le Gesù, joyau de la culture montréalaise, qui a vu les débuts de Gratien Gélinas, les premières nuits de la poésie et tant d'autres folles soirées. Cependant, le Centre de créativité qui contribue grandement à enrichir la vitalité artistique du Gesù demeure méconnu. À découvrir.

Sous la direction des Jésuites depuis cent trente ans, la salle du Gesù a d'abord servi de salle de spectacle aux élèves du Collège Ste-Marie avant de devenir une salle de spectacle indépendante quoique demeurant une propriété jésuite. Il y a huit ans, la salle plus que centenaire connaissait des rénovations majeures; naquirent alors les Salles du Gesù: deux salles de spectacle auxquelles s'ajoutent des salles d'exposition et de conférence. C'est alors que Daniel Leblond, jésuite, a l'idée de créer le centre de créativité des Salles du Gesù dont l'objectif est de «favoriser le soutien aux arts visuels et de permettre à de jeunes artistes en art contemporain d'exposer au centre-ville». Pour Carmelle Pilon, coordinatrice du centre, l'objectif de Daniel Leblond, était «d'ouvrir un dialogue autant au point de vue religieux qu'avec diverses communautés. Les expositions lui permettaient de mettre à la fois en vue l'art et les artistes issus de différentes communautés culturelles».

### Des expositions intéressantes

La mission du centre de créativité se veut également éducative. Outre les exposi-

tions, le Centre offrait également, à ses débuts, divers ateliers en arts visuels. Aujourd'hui, faute de fonds, plusieurs de ses activités ont dû cesser. Malgré tout, l'atelier de gravure demeure, procurant aux artistes un lieu pour faire valoir leur art et, au grand public, la possibilité de pratiquer cette technique trop peu connue. Un recueil de poésie collectif est également produit tous les ans depuis quatre ans par des jeunes de niveaux collégial et universitaire. Cette année, un projet spécial sera également monté: un spectacle de danse qui se tiendra sur une place publique.

En ce moment, le Centre de créativité présente pour la septième année consécutive les «Rencontres interculturelles 1» une exposition présentant des oeuvres d'artistes dont la démarche a été fortement marquée par la rencontre des cultures. Six artistes, six visions du monde fortes et distinctes. L'oeuvre de Vily Juster, un Roumain diplômé de la faculté d'architecture de Bucarest et des Beaux-Arts, a déjà fait l'objet de nombreuses expositions à New-York et à Montréal. Actuellement, les oeuvres de Juster voyagent dans le cadre d'expositions itinérantes, en France, en Italie et en Espagne. Ces toiles fortement empreintes

d'énergie et de spontanéité, sont toutes en fougue et mouvement. Puis, des couleurs vives, tout en contraste mais toujours harmonieuses, et parfois la nostalgie, la sobriété du noir et blanc.

Claude André Des Rosiers est sculpteur, tailleur de pierre plus précisément. Des Rosiers voyage et de chacun de ses voyages, il ramène en souvenir une nouvelle technique, parfois millénaire. Ainsi, lors de ses séjours au Guatemala et au Mexique, il a eu la chance d'apprendre certaines techniques de tailles propres à la tradition maya. En Colombie-Britannique, c'est l'art des peuples haida et inuit qu'il a pu découvrir et expérimenter. Ainsi, d'oeuvre en oeuvre, Des Rosiers offre ses voyages au public. C'est par le biais du collage que Richard Fulham nous propose sa vision d'un monde qui, comme le médium qu'il utilise, est un amalgame d'une infinité de petits bouts épars. Si son oeuvre propose une interrogation sociale certaine, elle demeure néanmoins la moins impressionnante de celles présentées.

Michel Velkamp - cet Ontarien d'origine hollandaise s'étant installé en Estrie après un détour par l'UQAM, où il a complété une maîtrise en art - nous propose une série de toiles non figuratives d'inspiration (pour certaines) vaguement surréaliste. Avec leurs couleurs claires et leurs formes légères ses toiles semblent en suspension tels des mobiles d'encre et de couleur dont émanent une tendresse, une joie, une douceur de vivre.

Nikolai Kupriakov, pour sa part, nous présente une oeuvre à tableaux multiples, acerbe, ironique, critique mais pourtant joyeuse, qui démontre une excellente maîtrise des techniques du dessin, de la peinture et de la composition. Le peintre d'origine



Vierge de l'Isle Morro, de Alejandro Valle

russe nous présente ici les huit premiers tableaux d'une pièce qui, une fois achevée, devra en compter, espère-t-il, plus de cent. Enfin, le Panaméen Alejandro Valle, envoûte le public avec sa série de Vierges grasses et nues, rondes et chaudes, parées comme des déesses de fécondité, exhibant leur chair de chocolat et leurs atours d'oiseaux-rois.

Vous avez jusqu'au 24 février pour venir jeter un coup d'oeil à la première partie de cette exposition consacrée à la découverte interculturelle, avant que ne soient présentées les «Rencontres Interculturelles 2» dès mars. Ne manquez pas, dans notre prochain numéro, les entrevues réalisées auprès de Michel Velkamp et Nikolai Kupriakov. ☉

Rencontres interculturelles 1, au Gesù  
Jusqu'au 24 février 2000.



Galaxie 2000, de Vily Juster



# Bulle artistique

par perrine vennetier

**D**ésabusés en tout genre, admirateurs de Tintin et Milou, néo-gothiques et autres post-satanistes, passez votre chemin. La bande dessinée d'aujourd'hui est claire, vivante et riante. La création est en ébullition. Au détour d'une promenade, quelques aperçus...

C'est donc par une de ces claires matinées de février que je poussai sans trop savoir à quoi m'attendre la porte de la Galerie Diffusion F52. Surprise: l'endroit est accueillant et chaleureux, loin de ces lieux sélects où l'on se rend vite compte que le niveau de notre compte de banque n'est pas en adéquation avec le standing environnant. Pas de ça ici. Sur un mur nous accueillent quelques croquis de l'illustrateur Éric Godin, résumant la relation de l'homme à sa chère télévision. Une image vaut mille mots. Une fois encore le précepte s'applique. Et le pauvre humain de se retrouver la tête encastrée dans son poste. Sur le mur adjacent, des étagères garnies de BD invitent à la fouine. Un bref passage en revue des titres et auteurs proposés, que ce soit des oeuvres étrangères que la galerie s'occupe de diffuser au Québec ou des ouvrages édités par l'association qui lui est affiliée, rendrait fou n'importe quel BDvore un tant soit peu collectionneur. Tous les titres de L'Association, éditeur d'un collectif de la nouvelle vague française de bandes dessinées; sont disponibles ici avec Trondheim, Fabio, Baudoin, Menu, pour ne citer que quelques uns de ces artistes. Si vous en êtes encore à Blake et Mortimer, il est grand temps de tourner la page... C'est un véritable renouveau du 8ème art que propose l'Association... Ses caractéristiques? Ne pas en avoir! Diversité et expérimentations: les monstres et le lapin de Trondheim envahissent les planches et livrent un humour décalé et jubilatoire. La revue *Au feu!* offre plusieurs exemples de ce qui se dégage quand même comme une tendance désormais: la bande dessinée-objet d'art. Le dessin passe du statut d'illustration

à celui d'oeuvre, le texte s'éloigne d'un récit d'intrigue pour s'apparenter à la poésie. Ces gens là ont une imagination dingue..



Extrait d'Ibicus

Mais voilà que du fond de la galerie, l'oeil du visiteur est happé par le visage d'une femme écrasée sur la vitrine d'une pâtisserie, contemplant avec une avidité non dissimulée l'étalage. L'expression est frappante, la facture du dessin transparente. Incontestablement il s'agit de planches de bandes dessinées, à en juger par les cadres qui découpent la toile. Cependant, chacun semble se détacher comme un tableau à part entière. Ces planches accrochées/accrochantes sont le fruit du travail de Pascal Rabaté, tirées d'*Ibicus*, adaptation du roman d'Alexis (et non le célèbre Leon) Tolstoï. *Ibicus*, c'est le fruit d'un coup de foudre entre le dessinateur, spécialiste en gravure et lithographie, et un vieux roman acheté au marché aux Puces par méprise.

L'histoire se passe en Russie, lorsque de tsariste elle devient révolutionnaire. Une époque où tout est possible... Ce dont Siméon Ivanovitch Nevzorov, qui s'ennuie dans une vie étriquée, compte bien profiter. Le destin lui sourit et après avoir pillé la fortune d'un antiquaire, il décide de mener la vie facile d'aventures et d'affaire dont il avait toujours rêvé muni de son titre de noblesse flamboyant neuf. Le récit rebondit et cavalcade. À l'image de son personnage: dégingandé, au bord du déséquilibre. La beauté du dessin est stupéfiante; Rabaté utilise la technique du lavis retouché au vinyle et crée ainsi un monde expressionniste, en noir et blanc et tout en subtilité.

Les perspectives déstructurées, les visages déformés et les corps prêts à tomber, tout concourt à cette sarabande effrénée. Une bulle d'âme russe en somme. ☉

Galerie Diffusion F52 (514) 286-0352.

Jusqu'au 29 février.

*Ibicus* de Pascal Rabaté. Édition Vents d'ouest

[musique]

## Duo du divin enfer

par évangeline faucher

**J**'étais de ceux qui trouvaient étrange, ou à tout le moins étonnante, la combinaison Jalbert-Bigras. Grossière erreur! À vous de voir.

Le couple entre sur la scène du Gesù. Pour toute entrée en matière, une première chanson. Puis, le silence. Alors commencent les bourdonnements du duo, les petits reproches, les taquineries et les pointes bien fuselées. D'abord on se dit: Eh! oh! Nous sommes là! Seraient-ils déjà blasés, fatigués par cette tournée qui s'est déjà promenée un peu partout à travers le Québec? Puis, on comprend. Laurence Jalbert nous le confirmera bientôt: « Juste trois mois pis on est déjà un vieux couple! »

C'est cette familiarité douce, amalgame de tendresse et de chamaillerie, propre aux couples qui se connaissent trop bien, qui teintera tout le spectacle. Bigras et Jalbert donnent un spectacle comme on offre une vie: des rires, des joies, des peines, parfois même violentes. Le spectacle commence à peine et voilà que Jalbert - chantant les mots des départs définitifs et des choses qui ne reviendront plus - pleure. Le public ne voit plus que ses larmes, lumineuses, toujours plus nombreuses, et moi, figée sur mon siège, je n'ai plus qu'une pensée: « Comment peut-elle encore chanter, comment sa voix peut-elle demeurer si claire, si juste? » La chanson terminée, elle se réfugie quelques instants dans l'ombre de l'arrière scène. Silence. Les instants passent. Elle revient. Il l'embrasse. Sa mère est morte

dix jours plus tôt, mais comme on dit « la vie continue » et un peu plus tard c'est lorsqu'elle entonnera « Chanson pour Nathan », composée pour son fils, que l'émotion de nouveau fera jour.

Bigras ira lui aussi d'une chanson pour son fils, une de mes préférées ce soir-là. Son parolier, Roger Tabra, l'a écrite en pensant à son fils, le chanteur en a composé la musique en pensant au sien, alors que Éric Lapointe y a mit la touche finale en pensant à tous les enfants qu'il a... peut-être. Amusant, de l'entendre du haut de ses six pieds trois, muscles, tatouages, petite bedaine de bière en prime, chanter à tue-tête « Ne crois pas mon fils qu'un homme ça pleure pas... un homme ça pleure aussi... un homme ça pleure souvent ». Plus amusant encore lorsque Laurence Jalbert nous raconte: « Il n'y a rien que je ne lui ai pas fait faire, pas même ma mise en plis, fer à frisé au butane en main. Mais l'exploit dont la chanteuse semble encore la plus

fière, c'est de lui faire chanter « Des mots de femmes » et surtout de l'avoir convaincu de reprendre, pour cette pièce, sa guitare dont il ne jouait plus. Et ce soir-là, peut-être pour le remercier, Laurence avait réservé une surprise à son partenaire de scène: un à un, quatre amis chers sont venus, guitare



Bigras au naturel

en main, se joindre au duo le temps d'une chanson: le guitariste Réjean Bouchard, le chanteur montagnais Florent Volant, le comédien Jean-François Beaupré et Guy Rajotte, gérant de Jalbert, qui se trouvait du coup drôlement entou-

rée pour chanter ses « Mots de femmes ».

Dan Bigras croit qu'il y a certaines langues qui conviennent mieux que d'autres à certains genres musicaux. C'est pourquoi il a choisi l'italien pour nous interpréter Maledeto Angelo dont il résume ainsi les grandes lignes pour les quelques rares spectateurs dont l'italien ne serait plus ce qu'il était: « Gars voit fille. Fille plaît à gars. Gars sort avec fille. Fille laisse Gars. Gars écrit chanson pour raconter peine causée par fille. » Pour Bigras, il paraît évident que les intérêts des hommes et des

femmes en chanson sont résolument différents. Les chanteurs n'ont qu'une seule et unique préoccupation, les peines d'amour; quant aux chanteuses, elles, elles racontent... tout le reste.

Chut! Je me tais avant de vous en dire trop. Je ne voudrais pas gâcher le plaisir que vous aurez à écouter l'album que nous promettent Bigras et Jalbert. Un petit avant-goût de ce que vous pourrez y entendre? D'abord les succès respectifs des interprètes (chantés en duo) dont le doublé comique Chaperon Rouge (Laurence Jalbert en l'occurrence) / « Trois petits cochons ». On avait bien proposé à Bigras qui, fort du succès de Trois petits cochons cherchait un autre conte à mettre en musique, de faire une chanson avec Blanche Neige ou La belle au bois dormant, mais lui, « les princesses qui font semblant de dormir parce qu'elles veulent pas baiser, ça l'énarve! » Puis, quelques reprises bien envoyées dont « Soirs de scotch », une chanson écrite par Bigras pour Luce Dufault, et une magnifique interprétation de « Lucky Lucky » de Richard Desjardins. Enfin et surtout des voix, des voix, des voix chaudes, des voix fortes, parfois rauques, parfois sublimes, mais des voix qui ont de l'amour à revendre et de la vie à donner. ☉

Jalbert-Bigras, en supplémenteaire à la Place des Arts (514) 285-4200  
Les 5 et 6 mai 2000





## SOMMET DE LA JEUNESSE

[politique]

## Remous à l'horizon

par Julien Laplante

Où, dans le monde, peut-on espérer dégager des consensus sur des sujets aussi différents que l'emploi, l'éducation et l'équité sociale en réunissant étudiants, syndicats et entreprises dans une même salle? Au Québec, bien évidemment, où le gouvernement organise le Sommet du Québec et de la jeunesse. En route vers la tempête?

Organisé par le gouvernement du Québec et regroupant 70 organisations représentant jeunes et moins jeunes, le Sommet vise à favoriser la concertation entre différents acteurs sociaux. «Le sommet a pour objectif principal de favoriser le développement d'un Québec ouvert sur le monde, équitable, et qui intégrera mieux les jeunes», explique-t-on sur le site web officiel du Sommet.

Les discussions, qui se tiendront du 22 au 24 février prochain, seront structurées autour de quatre pôles principaux, soit l'emploi, l'éducation, l'équité sociale et l'ouverture sur le monde.

De façon à débroussailler le terrain et à monter un ordre du jour efficace durant les mois qui ont précédé le Sommet, des «ateliers régionaux» ont été mis sur pied et ont permis à qui voulait être entendu de s'exprimer sur les problématiques du Sommet. Cependant, Éric Morin, du Comité national des jeunes de la CSN, qui vient tout juste de décider de participer au Sommet après de longues délibérations, a exprimé certaines réticences quant au processus pré-sommet, qui devait permettre à un maximum de jeunes de s'exprimer. «Il y a certains groupes qui auraient aimé avoir la parole, mais qui ne l'ont pas eue», souligne-t-il.

Les «pistes» de réflexion qui en sont ressorties étaient en fait connues depuis un long moment: décrochage scolaire, difficulté d'intégration à la vie professionnelle, pauvreté, etc.

Cependant, si les objectifs à atteindre ne sont pas très controversés, les moyens à utiliser, eux, seront sans aucun doute plus délicats

à aborder. Tous s'accordent pour vouloir le bien des jeunes, mais les ressources ne sont pas infinies et des choix devront être faits. Qu'ont d'ailleurs en commun les syndicats, les associations étudiantes, les organismes sociaux et les entreprises? Le bien-être des jeunes, probablement, mais chacun à leur façon.

Déjà, la CSN annonçait cette semaine sa décision de participer au Sommet, tout en précisant qu'elle refuserait de discuter du remboursement de la dette ou de baisses d'impôts. «Il y a certains sujets qui ne seront pas opportuns lors du Sommet du Québec et de la jeunesse, et les questions macroéconomiques en font partie» souligne Éric Morin. Même son de cloche du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec. «Nous ne voulons pas d'un sommet du PIB ou d'un autre sommet sur l'économie» explique Daniel Baril, son président. «Le fonds consolidé du Québec doit demeurer un instrument pour les jeunes et c'est grâce à lui que des engagements importants pourront être pris, notamment pour un réinvestissement dans les universités» poursuit-il. Les groupes d'étudiants et les syndicats ne veulent surtout pas que les entreprises privées imposent leur propre ordre du jour qui, on s'en doute, comporte des questions d'ordre plutôt économique. «Les entreprises privées reçoivent beaucoup mais ne donnent rien», dit Éric Morin. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), cependant, s'attend à ce que l'entreprise privée contribue au bien-être des jeunes en créant des stages spécifiquement pour eux.

Le côtoiement d'organismes de gauche et de représentants d'entreprises privées laisse présager qu'on devra inévitablement discuter de sujets sensibles. En effet, sera-t-il possible de discuter d'un réinvestissement massif dans l'éducation, comme l'espère, la FEUQ, tout en évitant le sujet des impôts et de la dette? Du côté des groupes de gauche, la chose semble possible mais, lorsqu'on jette un coup d'oeil à la liste des invités, qui comprend le Conseil du Patronat, la Chambre de Commerce du Québec et l'Alliance des manufacturiers du Québec, on comprend que les objectifs ultimes, si louables soient-ils, d'«identifier les grandes actions à poser pour que les jeunes soient mieux équipés dans la vie», laisseront place à plusieurs tensions.

## Question de stratégie

La FTQ, qui n'a toujours pas décidé si elle enverrait un représentant, disait d'ailleurs ne pas s'attendre à beaucoup de résultats du Sommet. «À prime abord, on n'est pas intéressés à y aller, dit Jacques Théorêt, de la FTQ. On n'est pas naïfs au point de s'attendre à refaire le monde.» Une opinion qui est partagée par le Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE), qui n'a d'ailleurs pas été invité par le gouvernement. Ce qui ne l'empêchera pas de s'inviter au Sommet à sa façon. «On a été une des premières organisations à s'opposer au Sommet, comme pour le Sommet socioéconomique», souligne Mélissa Hamel, la responsable des communications du MDE. «On va manifester en espérant être capable d'empêcher la tenue du Sommet.» Le MDE espère pouvoir regrouper assez de manifes-

tants pour pouvoir complètement bloquer les activités du Sommet, «un peu à la manière de Seattle», affirme Mélissa Hamel.

Le MDE croit de toute façon que les dés sont «pipés» d'avance, et ne donne pas beaucoup de poids aux associations étudiantes qui y vont, la FEUQ et la FECQ. «Les invités ont été consultés à l'avance. C'est un consensus déjà préétabli» prétend la porte-parole du MDE, qui rappelle que le gel des frais de scolarité a été obtenu suite au mouvement de grève initié par le MDE.

Jacques Théorêt, de la FTQ, explique quant à lui que, si la FTQ participe au Sommet, elle ne sera pas otage du gouvernement pour autant. «On pourrait toujours sortir du Sommet, et ça pourrait faire mal au gouvernement» explique-t-il.

Les invités au Sommet s'exposent aussi à certains dangers, dont celui de se faire reprocher certaines des positions prises lors du Sommet. Éric Morin rappelle aussi la mauvaise expérience de la CSN lors du dernier Sommet, qui explique l'hésitation de la Centrale à y participer. «Les syndicats avaient accepté le déficit zéro et on se l'est fait reprocher par la suite» dit-il.

L'Association étudiante de l'Université McGill, qui privilégie habituellement le lobbying, ira au Sommet à titre d'observateur. Andrew Tischler, le président de l'AEUM, ne semble cependant pas trop fonder d'espoir dans ce sommet. «Je crois qu'il s'agit d'une escroquerie», a-t-il déclaré lors du dernier conseil législatif. ☉

[entretien]

## Le refinancement attendra

par Isabelle Porter, Impact Campus, PUIQ (avec la collaboration de Shano Everett et Jean-François Cliche)

Histoire de préparer le terrain pour le Sommet du Québec et de la Jeunesse qui se tiendra les 22, 23 et 24 février prochains, le ministre Legault fait présentement sa petite tournée des campus. Un peu plus d'un an après sa nomination à l'Éducation et malgré les demandes pressantes qui émanent de tout le milieu, M. Air Transat a clairement laissé entendre que le réinvestissement allait venir, mais pas tout de suite et pas n'importe comment. Sa devise: «Donnant, donnant». M. Legault prend son temps.

«Le contexte des cinq dernières années en était un de coupures budgétaires. On a enlevé de l'argent aux universités pour être capables d'atteindre le déficit zéro. Nous sommes maintenant dans un nouveau contexte où on doit envisager un réinvestissement, mais il faut que ce soit un réinvestissement donnant-donnant (...). Le gouvernement doit réinvestir dans nos universités, mais les universités ont aussi un devoir d'améliorer leur efficacité.» Le réinvestissement en éducation doit, selon les plans du ministre, se faire en trois étapes: politique des universités, politique de financement des universités et ensuite réinvestissement.

Pour l'instant, nous en sommes toujours à la première étape, puisque le ministre s'apprête à déposer la version corrigée de son Énoncé de politique sur les universités, paru à la fin octobre. «Je pense que c'est un document majeur pour la suite des choses. D'abord pour réaffirmer l'importance des universi-

tés du Québec dans le développement économique, culturel et social et aussi pour se donner de grandes orientations», explique à ce sujet M. Legault.

Quant à savoir si le gouvernement sera capable de répondre aux attentes financières élevées du milieu, le ministre relativise: «C'est justement une des raisons importantes de la tenue du Sommet du Québec et de la Jeunesse. Il faut se poser des questions sur nos priorités. Les prévisions nous montrent qu'à cause du vieillissement de la population, les dépenses en santé vont augmenter plus rapidement, à partir de 2010, que les revenus du gouvernement, même si aucune récession ne vient freiner la croissance des recettes fiscales.»

## Sommet du Québec et de la Jeunesse

Malgré une situation difficile, le ministre attend beaucoup du Sommet du Québec et de la Jeunesse: «Il faut au moins s'entendre sur des principes. Il faut aussi que cela débouche sur des

mesures concrètes et applicables dans les mois qui suivront le Sommet. C'est à cela que je m'attends. Pour que ce soit un succès, il faut que le 24 février au soir, il y ait suffisamment d'engagements pour que les groupes jeunes à l'intérieur comme à l'extérieur soient satisfaits. On ne peut pas penser, par contre, qu'en trois jours on va régler le sort du monde. Mais ça nous prend des principes et des priorités pour l'avenir, ainsi que des comités de suivi.»

François Legault prétend par ailleurs que le Sommet parallèle, organisé par des jeunes opposés à son Sommet, est un phénomène marginal: «Je ne pense pas que c'est majeur. On peut manifester à l'extérieur, mais je pense qu'il faut être à la table pour faire ses demandes et discuter avec les différents partenaires. On va prêter une oreille à ce qui va sortir du Sommet parallèle, mais il y a déjà des groupes de jeunes, comme la FEUQ, qui ne font pas seulement des revendications pour les étudiants, mais pour l'ensemble des jeunes (exclusion, revenu minimum garanti, etc...). On va discuter de ces choses-là au chantier pour une société équitable, il y a une bonne liste de mesures plus sociales. Il faut se donner la chance. Je suis optimiste qu'il y aura de bonnes discussions et des engagements qui seront pris à la table, et que les jeunes auront l'opportunité de faire leurs demandes et de parler de leurs sujets.» ☉



FEVRIER: MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS-FEVRIER: MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS-FEVRIER: MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

[Afrique]

# L'histoire des noirs à l'UdeM

**É**tats-Unis, début du siècle. La Guerre de Sécession a pris fin il n'y a pas si longtemps. Les mœurs mettent du temps à changer. C'est désormais la ségrégation qui sévit: Noirs d'un côté, Blancs de l'autre.



Dans les écoles, on enseigne l'histoire aux enfants. Une histoire épurée, volontairement tronquée. On omet de parler des personnages noirs, pour mieux louer les autres. C'est alors qu'un historien, Carter G. Woodson, se donne pour objectif de réorganiser «sa» discipline. En 1915, il crée l'Association for the Study of Negro Life and History et, en 1916, le *Journal of Negro*

*History*. Fort de ces deux créations, Woodson redouble d'efforts pour renverser la vision eurocentriste de l'histoire. C'est ainsi qu'en février 1925, il met sur pied la Semaine de l'histoire des Noirs qui deviendra ensuite le Mois de l'histoire des Noirs.

Montréal prend part aux célébrations en 1991. Depuis, la métropole est, avec les grandes villes nord-américaines, une plaque tournante des activités entourant le Mois de l'histoire des Noirs. En 1998, l'Université de Montréal ajoute son nom à la liste. Le Comité étudiant pour le Mois de l'histoire des Noirs se donne à son tour l'objectif de faire connaître l'histoire, les enjeux, les réalités et surtout les réalisations des communautés

noires. Ayant comme public cible les jeunes universitaires, le comité cherche à promouvoir le respect, la compréhension et l'interaction entre les différentes cultures.

L'an 2000 marque le troisième anniversaire du Comité étudiant pour le Mois de l'histoire des Noirs, qui compte le célébrer en grande pompe, avec plusieurs activités, dont certaines ont déjà eu lieu depuis le début février.

Le 16 février aura lieu la conférence «Ces Canadiennes à la peau d'ébène», qui sera animée par des professionnelles des communautés noires, en l'honneur de la contribution des femmes noires à l'avancement de leurs conceptions et de la société en général.

Le 23 février, la conférence «L'Afrique de l'an 2000: les raisons d'espérer...» explorera les enjeux qui attendent les pays d'Afrique à l'aube du nouveau millénaire.

par tania youance

Enfin, le 25 février se déroulera une soirée culturelle. La première partie se composera d'un spectacle promouvant de jeunes talents issus des communautés noires. Le reste de la soirée appartient au dj qui fera vibrer la foule sous les rythmes africains, antillais et américains. ☉

⬅

Notez bien que toutes les activités auront lieu à l'Université de Montréal, au pavillon Jean-Brillant. Les conférences se dérouleront dans les amphithéâtres, au 2e étage, à 19h00.

La soirée aura lieu à la cafétéria, de 22h00 à 3h00.

Pour plus d'informations, contacter Tania Yovance [tatyoyovance@hotmail.com](mailto:tatyoyovance@hotmail.com) (514) 731-5682

[rencontre]

## Engagé pour l'Afrique

propos recueillis par véronique mistycki

**S**uite au Congrès Africana 2000 auquel le professeur Myron Echenberg a participé en tant qu'intervenant, le *Délit français* a interrogé celui qui est aussi le coordonnateur des études africaines à McGill, et qui est donc au centre des polémiques actuellement soulevées à ce sujet.

*Délit français:* Vous êtes professeur d'histoire à McGill et coordonnateur du programme d'études africaines. D'où vous vient cet intérêt pour l'Afrique?

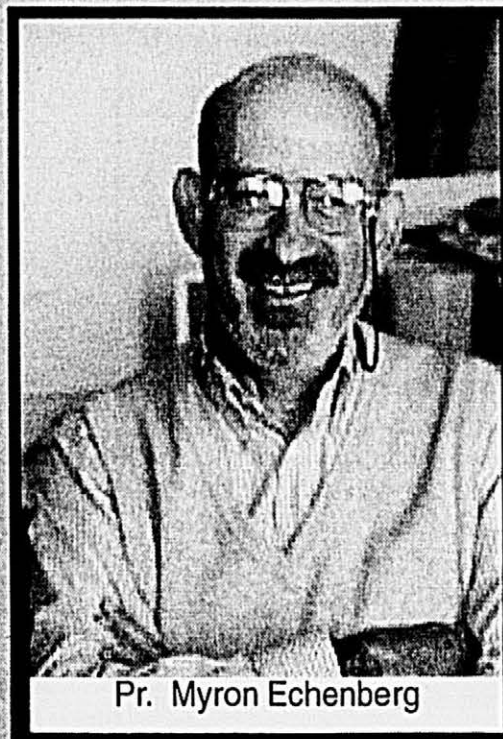
Myron Echenberg: Ça fait très longtemps que je suis engagé dans l'étude de l'Afrique, depuis mes années d'étudiant. À cette époque, on parlait beaucoup de l'indépendance des pays d'Afrique, et on a alors commencé à s'interroger sur ces pays. Les réponses apportées étaient très mauvaises, on estimait que ces pays étaient sans histoire. Suite à ma graduation à McGill, j'ai étudié à l'Université du Wisconsin, où les études africaines commençaient à peine. Je suis ensuite allé en Afrique pour faire une étude de terrain plus poussée, au Sénégal, dans les archives coloniales, au Burkina Faso. C'est ainsi que j'ai débuté ma carrière africaine.

Je suis ensuite arrivé à McGill, où le programme africain existait déjà. Nous étions alors six professeurs. Aujourd'hui nous ne sommes plus que deux, alors on peut effectivement parler de crise.

*Délit français:* On parle justement beaucoup de ce déclin des études africaines à McGill. Comment l'expliquez-vous? S'agit-il d'une baisse d'intérêt de la part des étudiants?

Myron Echenberg: On ne peut absolument pas parler de perte d'intérêt de la part des étudiants: les inscriptions dans les cours sont d'ailleurs très fortes. Le problème, c'est qu'au cours des années, des professeurs sont partis à la retraite ou ont démissionné... et ils n'ont pas été remplacés. C'est ainsi que nous avons perdu 10 p. cent de nos postes, ce qui est

énorme pour un petit programme. Les programmes inter disciplinaires sont particulièrement vulnérables, car ils n'ont pas le statut d'un département.



Pr. Myron Echenberg

*Délit français:* Que pensez-vous de l'utilité d'une initiative telle que le Congrès Africana 2000? Pensez-vous que cela puisse véritablement avoir des résultats positifs?

Myron Echenberg: J'ai été très encouragé de voir l'énergie et l'optimisme que les étudiants ont mis dans ce Congrès. Je pense qu'une telle initiative est fondamentale pour faire prendre conscience au Doyen qu'il n'est pas suffisant d'avoir de la bonne volonté, et qu'il faut aussi débloquent des sommes d'argent. Il faut inscrire l'Afrique dans les expansions de curriculum qui sont mises en place.

Pour ce qui est de la pédagogie à adopter dans l'étude de l'Afrique, c'est une question dont, suite au congrès, nous allons pouvoir discuter entre nous, afin de convenir de l'orientation à donner aux études africaines à McGill.

*Délit français:* Le Congrès Africana représente-t-il une prise de conscience récente des étudiants? Est-ce une première en ce qui concerne l'intérêt porté à l'Afrique sur le campus de McGill?

Myron Echenberg: Je pense qu'une telle initiative est une première, même si le problème des études africaines existe depuis plusieurs années (voir article de la semaine dernière) et a déjà soulevé diverses réactions. Mais l'action militante des étudiants existe depuis de nombreuses années. Je me rappelle que dans les années 1980, des étudiants de McGill s'étaient déjà mobilisés contre l'apartheid, en faisant pression sur les liens de l'Université par rapport aux compagnies impliquées dans l'apartheid en Afrique du Sud. Il existe donc une action militante de longue date sur le campus.

*Délit français:* Que pensez-vous, en comparaison, de la situation en Europe? Les études africaines y sont-elles autant négligées?

Myron Echenberg: Les études africaines n'ont pas tellement plus d'importance en Europe. Alors même que la France et la Grande-Bretagne sont d'anciennes puissances coloniales, il n'y a pas beaucoup de centres où l'on peut étudier l'Afrique dans ces pays. L'étude de l'Afrique est même presque inexistante dans les pays qui ont eu peu d'histoire coloniale, tels l'Allemagne, l'Italie, ou encore l'Espagne.

En réalité, le problème est que les curriculums sont encore largement centrés sur l'Europe et son histoire. Les études «exotiques», celles qui concernent les autres continents, ne sont en fait abordées que dans des filières plus spécialisées. Ces études sont encore assez marginalisées, et ne sont pas encore entrées dans le domaine des études courantes.

De toute manière, il s'agit d'un phénomène global, qui existe en Europe comme en Amérique du Nord. ☉



MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS / DROITS DE L'HOMME : FENÊTRES SUR LE MONDE

# Lumière sur l'Afrique

par véronique mistycki

**D**ans le cadre du mois de l'histoire des Noirs, l'Afrique est plus que jamais sous les projecteurs... qui ne font que révéler nos lacunes à son sujet, notre méconnaissance d'un continent qui refait régulièrement surface dans l'actualité, comme pour nous rappeler sa misère et ses souffrances.

Difficile de comprendre l'Afrique actuelle, sans faire au préalable un petit retour sur son passé, et notamment sur l'époque coloniale. Une colonisation qui a été à la fois assez tardive et plutôt rapide: tout s'est joué à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. C'est alors que les frontières coloniales ont été mises en place, de la façon la plus arbitraire qui soit, tracées parfois de façon linéaire sur plusieurs milliers de kilomètres. Ce découpage ne tenait évidemment pas compte des paramètres géographiques des régions ainsi délimitées, ni de leurs populations: plusieurs groupes ethniques aux identités bien distinctes et parfois rivales se sont donc trouvés groupés au sein des mêmes frontières, tandis que d'autres étaient déchirés entre plusieurs pays.

Près d'un siècle plus tard, dans les années 1960, la décolonisation n'a pas vraiment offert un spectacle plus réjouissant, et s'est même déroulée de façon assez dramatique dans plusieurs pays. Les puissances coloniales ne semblaient alors s'être retirées que pour laisser la place aux guerres civiles sanglantes: guerres de libération, comme en Angola et au Mozambique, ou conflits de frontières.

La Guerre froide n'a pas arrangé les choses, car l'ingérence de l'une ou l'autre des Puissances dans les conflits internes ont gelé tout pouvoir de décision local... sans pour autant remédier à la situation. Au contraire, les acteurs, locaux recevaient l'aide (armes ou soldats) de l'un ou l'autre des deux «Grands», ce qui ne faisait au fond que faire durer et aggraver les choses. Le résultat? Un continent qui présente aujourd'hui les cas de plus extrême pauvreté (comme au Sierra Leone), des élites bien souvent ultra-corrompues, une économie à la dérive, un manque cruel de démocratie, voire même d'État digne de ce nom.

## L'Afrique des conflits

Tout ça sans parler de la douzaine de conflits qui font ça et là baigner le continent dans le sang. Il y a eu un moment d'espoir au début des années 1990, suite à la fin de la Guerre froide, espoir rendu possible par des négociations pour la fin des conflits supervisés par les Nations Unies. C'était alors, en Afrique du Sud, la libération de Nelson Mandela, la fin de l'apartheid, et le début d'une grande vague de démocratisation dans d'autres pays du continent, reflétant une volonté d'apaisement et de changement.

Pourtant, l'«afro-optimisme» semble s'être éteint depuis, et la seule évocation du Rwanda, du Sierra Leone, de l'Algérie ou encore de l'Angola, pour qui la paix a été si éphémère, soulève des images d'horreur... Des guerres qui atteignent les sommets de l'atrocité, d'autant plus insupportable qu'elle est bien souvent gratuite. Entre l'Éthiopie et l'Érythrée, d'anciens compagnons d'armes s'entretuent pour quelques mètres de frontières, tandis qu'au Sierra Leone, des rebelles coupent les mains et les bras des civils.

D'autant plus rageant que c'est là un véritable pied de nez à tous les efforts qui avaient été entrepris auparavant pour résoudre ces conflits, comme en Angola. Pourtant, Français comme Américains refusent d'emblée de s'interposer de nouveau dans ces conflits. L'Afrique doit devenir son propre maître pour les régler.

## L'Afrique de la misère

Mais l'Afrique n'est pas que le continent des conflits. C'est aussi celui de la pauvreté, d'une économie qui s'enlise dans le sous-développement (avec un cours des matières premières qui atteint aujourd'hui son niveau historique le plus bas), celui de la famine (qui dévaste le sud de la Somalie), de la précarité généralisée des systèmes d'éducation et de santé, sans même parler des ravages du SIDA.

Comment expliquer un tel tableau apocalyptique? En effet, si l'on compare le continent africain à son voisin d'Asie, on peut se demander pourquoi l'Afrique n'a pas connu le même développement économique que certains pays d'Asie. Certains ont avancé des arguments climatiques ou culturels, démontrant que la mentalité africaine était moins dédiée au travail que l'asiatique. Ces analyses sont cependant assez simplificatrices, et d'autres éléments entrent en jeu. En particulier, le legs du colonialisme a été sans doute beaucoup plus lourd en Afrique qu'en Asie. En effet, alors que l'Asie a vu son commerce renforcé grâce aux investissements de l'Occident et du Japon, le principal legs du colonialisme en Afrique a été 300 ans d'esclavage. Il ne faut pas non plus oublier le tracé barbare des frontières qui a largement fragilisé l'Afrique. L'Afrique a ensuite perdu du terrain par rapport aux formes de gouvernement qui sont apparues après l'indépendance des pays.

Beaucoup de régimes étaient alors autoritaires, et aux mains d'élites corrompues qui étaient plus préoccupées par leur propre fortune que par l'extrême pauvreté de leurs populations. Ainsi, alors que les pays d'Asie pouvaient concentrer leurs efforts sur le développement économique, ceux d'Afrique devaient encore concentrer leurs efforts pour trouver un moyen d'amener la paix civile.

## L'Afrique de l'espoir?

Il ne s'agit tout de même pas de généraliser à l'extrême, car tous les pays d'Asie n'ont pas connu la croissance économique des Quatre Dragons, et certains pays d'Afrique sont aujourd'hui porteurs d'espoir. Il suffit de prendre l'exemple de l'Ouganda, en Afrique de l'Est, qui connaît actuellement une des croissances économiques les plus rapides au monde. Une vague d'une petite vingtaine de pays semble expérimenter en ce moment en Afrique un développement économique comparable (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi). Mais l'essor économique reste fragile: le très faible niveau d'éducation des populations africaines constitue en effet un obstacle de taille, de même que les problèmes de santé dans le pays, qu'il ne faut pas non plus sous-estimer. En effet, une large part des enfants souffrent d'anémie car ils ont des vers dans l'estomac: comment étudier avec efficacité dans de telles conditions?

Toujours est-il qu'on perçoit aujourd'hui en Afrique des modèles de développement similaires à ceux qui existaient dans les NPI d'Asie il y a quelques années, ce qui laisse la porte ouverte à l'espoir. Cependant, pour pouvoir se concentrer sur le développement économique, l'Afrique doit d'abord régler les conflits qui la déchirent, la paralysent, et l'épuisent. Le chemin est long, et il ne reste qu'à espérer que l'Afrique produira des élites capables de prendre les choses en main, se chargeant à la fois du règlement des conflits et de l'essor économique... sans plus avoir à dépendre de l'Occident. ☉

# French cancan

## L'Europe en danger?

par aude maltais

Lustucru? Cinquante-cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, un pays européen est dirigé par un gouvernement d'extrême-droite. Les fondateurs de l'ONU, qui s'étaient dit «plus jamais», doivent se retourner dans leur tombe.

Jörg Haider et l'Autriche s'attirent aujourd'hui les foudres des socialistes, des rescapés de camps de concentration nazis, de l'Union européenne, des artistes engagés, de toute une communauté internationale qui, devant ce retour en arrière, ne sait plus trop comment réagir.

Au-delà des pénibles souvenirs, de l'impuissance et de la colère, une question demeure sans réponse: que faut-il faire? Y a-t-il une zone grise entre l'indifférence et l'embargo?

Car si une bonne partie de l'Occident semble décidée à exprimer clairement sa désapprobation devant le nouveau gouvernement autrichien, il reste que l'OVP et son chef ont été élus démocratiquement, appuyés par 27 p. cent d'une population qui, malgré les photos d'un Haider en costume traditionnel et les images bucoliques des jolies montagnes verdoyantes, vit à l'heure d'Internet, de la mondialisation et de l'immigration.

Donc pas forcément plus embrigadée, stupide ou ignorante de la réalité mondiale que le petit Français d'à côté ou le petit Québécois d'un petit peu plus loin. D'où un double problème. D'une part parce que, sans crier au loup, cela suppose que rien ne garantit que de tels mouvements ne naissent pas ailleurs, ou ne prendront pas plus d'importance là où ils existent déjà. D'ailleurs, et malgré le recul de l'extrême-droite en France aux dernières élections européennes, on assiste en ce moment à une montée de ces mouvements un peu partout en Europe. Une province de l'Allemagne a même récemment interdit toute immigration sur son territoire, ce qui apparaît presque grotesque alors que les mouvements de population, qui ont toujours été partie intégrante de l'histoire humaine, ne cessent de s'accroître.

D'autre part parce que bloquer les relations avec l'Autriche sous prétexte qu'elle a élu un gouvernement d'extrême-droite, cela devient de l'ingérence politique et qu'à ce titre, beaucoup de gouvernements dans beaucoup de coins du globe mériteraient de se faire brasser la cabane. De même que certains des pays qui se positionnent en ce moment contre l'Autriche ne sont pas nécessairement des modèles à suivre, et par là même plutôt mal placés pour juger ce que fait le voisin.

Condamner l'Autriche mais continuer de signer des contrats lucratifs avec la Chine en fermant les yeux sur la situation des droits de l'homme, accueillir le président Suharto, laisser l'Irak mourir de faim, bombarder le Kosovo, où est la cohérence? Faut-il vraiment cesser toutes relations bilatérales avec elle, refuser les échanges artistiques, rappeler les ambassadeurs, encourager les étrangers à ne plus y faire de tourisme? Qu'aurions-nous fait si, au lendemain des déclarations de Parizeau le soir du référendum, la communauté internationale avait coupé les ponts avec le Québec pour s'opposer aux propos pour le moins déplacés du chef du gouvernement? La comparaison est énorme, je l'avoue, et je suis la première à admettre qu'il existe en Autriche un «nazisme latent» qui n'a rien de comparable avec le nationalisme mou du Québec, et à m'indigner haut et fort de ce que ce gouvernement soit là.

Mais ces aveux ne me guident pas forcément vers une solution. Irons-nous chercher Haider de force dans son palais? Qu'est-ce qui menace le plus la démocratie: un parti d'extrême-droite élu démocratiquement ou des pays souverains qui interfèrent dans les décisions des autres?

Une fois de plus, les solutions ne sautent pas aux yeux. L'idéal, en fait, serait que le mouvement vienne de l'intérieur, que les Autrichiens eux-mêmes se soulèvent contre cette coalition. Des manifestations ont déjà eu lieu à Vienne cette semaine. Reste à voir si elles seront suivies par d'autres, et quel sera l'effet de ces moyens de pression sur le nouveau gouvernement.

Par les débats qu'elle suscite, la présente «crise autrichienne» sera à tout le moins un test pour la paix européenne, en si bonne voie depuis quelques décennies mais pourtant si fragile, si récente surtout comparée à l'échelle de l'histoire, et dont l'importance capitale semble si étrangère au Nord-américain moyen, pour qui «nationalisme» n'a pas cette résonance meurtrière, qui fait sonner les buccins et chanter les canons. Que, malgré mes questions et mes réticences, je ne veux entendre à aucun prix.

Et si, comme le disait Machiavel, la fin justifie les moyens pour éviter le pire, il me faudra peut-être ne voir en l'ingérence de la communauté internationale dans les affaires de l'Autriche qu'un moindre mal, et m'en réjouir. ☉



COUPABLE  
JUSQU'À  
PREUVE  
D'INNOCENCE?

INNOCENT  
JUSQU'À  
PREUVE DU  
CONTRAIRE?



À proximité du Parlement, de la Cour suprême, du ministère de la Justice et des agences du gouvernement fédéral, la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa offre le seul programme national au pays permettant d'acquérir, dans un milieu bilingue, la double formation juridique entièrement en français. Renommé pour son excellence, un diplôme de la Faculté de droit vous donnera accès au Barreau du Québec et à la Chambre des Notaires. De plus, faire le droit à l'Université d'Ottawa vous procurera un avantage stratégique pour décrocher un emploi dans les deux systèmes juridiques qui représentent plus de 70% des pays du monde.

*Faites-vous justice, une formation à l'Université d'Ottawa, vous y avez droit!*

Informez-vous, la Faculté offre le programme conjoint MBA-DROIT, la maîtrise et le doctorat.

Tél : 1 877 967-5352 Appels locaux (613) 562-5162  
www.uottawa.ca/academic/droitcivil/fra/main\_f.html  
Dates limites des admissions :  
1<sup>er</sup> décembre (programme débutant en janvier)  
1<sup>er</sup> mars (programme débutant en septembre)

LA FACULTÉ DE DROIT



*Un choix qui rapporte!*

Université d'Ottawa  
University of Ottawa

## annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): \$4.75 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$6.00 par jour, \$5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

### OFFRES D'EMPLOI

#### École des Maîtres

Cours de formation barman(aid) et serveur. Rabais étudiant, programme de placement. 849-2828

**\$S EARN EXTRA \$S TELEMARETERS**  
WANTED Full or Part-time positions.  
Hourly wage and commission. 483-6817

### TRAITEMENT DE TEXTE

#### Success To All Students

WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 31 years experience. \$1.25/D.S.P. (same day \$1.50) 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638.

### C O U R S

Come and practice your French with francophones. Bilingual Club. Half and half (450) 465-9128.

#### Travel-Teach English.

5 day/40 hr OTT. Oct 13-17. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free Info pack, toll free 1-888-270-2941.

### SERVICES OFFERTS

Massage de relaxation musculaire (sérieux) Prix spécial 25\$\$ durée 1 heure 30m. Pour femme seulement, disponible 7 jours, possible service à domicile. 272-3513 Page 854-8987



## Société de publications du Daily (SPD)

### Rencontre générale spéciale (RGS)

Judi 9 mars, 2000

heure et lieu à déterminer

L'élection du conseil d'administration de Société de Publications du Daily aura lieu à la rencontre générale. Les nominations doivent être remises entre le 9 février et le 1<sup>er</sup> mars.

Les formulaires de nominations sont disponibles aux bureaux de McDaily, Shatner B07 et B03. Les noms des candidats sera annoncé entre le 1<sup>er</sup> et le 9 mars.

*Pour plus d'information, contactez:*

**John Godfrey, directeur des élections, SPD, au  
398-6790 ou 398-6784**

### [rencontre]

## La jeunesse selon Chartrand

«On vous (les jeunes) a ouvert toutes les portes, mais vous ne les avez pas gardées ouvertes, «hostie!»», clame Michel Chartrand. Ce syndicaliste québécois ne prendra vraisemblablement jamais sa retraite. À 84 ans, il signait, avant les Fêtes, Manifeste pour un revenu de citoyenneté (Éditions du Renouveau québécois), avec Michel Bernard, professeur de sciences comptables à l'UQAM. À l'objectif du «déficit zéro» du gouvernement Bouchard, MM. Chartrand et Bernard opposent celui de la «pauvreté zéro».

Quartier Libre (QL): Que pensez-vous des mouvements jeunesse d'aujourd'hui?

Michel Chartrand (MC): Vous ne bougez pas. Vous ne faites que quêter. Il n'y a pas d'union dans les cégeps et dans les universités pour discuter. Vous avez été gâtés. On vous a ouvert toutes les portes, mais vous ne les avez pas gardées ouvertes, «hostie!» C'est pas avec Force jeunesse que vous allez aller quelque part. Ils ne savent pas où ils s'en vont. Vous êtes «empissetés» par l'individualisme. Les jeunes me disent qu'ils ne veulent pas faire la grève parce qu'ils ont peur de perdre leur diplôme. Mais, qu'est-ce qu'ils vont faire de plus avec un diplôme? Ils vont chômer, comme les autres.

Êtes-vous d'accord avec la tenue d'un Sommet de la jeunesse?

Le Sommet de la jeunesse, c'est de la folie furieuse. Vous allez vous faire avoir, comme les présidents des centrales syndicales quand ils ont signé pour le déficit zéro. En Europe, ils ont pris sept ans pour atteindre le déficit zéro. Pis maintenant Bouchard dit que sa priorité c'est la santé et l'éducation, après avoir coupé des millions. C'est un «crisse de faiseux»!

Pourquoi les jeunes ne se battent-ils plus comme dans les années 70? Est-ce parce qu'ils n'ont plus autant d'argent dans leurs poches?

Non. On n'avait pas plus d'argent dans les années 70. Les jeunes d'aujourd'hui se sont simplement assis sur nos acquis, comme l'assurance-chômage, les allocations familiales et l'instruction publique.

Quelle devrait être la priorité des mouvements jeunesse actuellement?

Il faut qu'ils apprennent à s'organiser. Les études, ça passe après. Sinon, ils vont voter comme leurs parents: comme des veaux. Il n'y a pas d'éducation politique à l'université. Les jeunes oublient qu'on vit en société. Il faut qu'ils arrêtent de toujours essayer de tirer la «couverte» chacun de leur côté. Vous (les jeunes) endurez, dans votre cour, le pire scandale qui existe actuellement: vous acceptez que des chargés de cours soient payés le quart du salaire d'un «prof». Qu'est-ce que vous attendez pour protester? ☹

propos recueillis par michel bolduc, Quartier Libre, PUIQ



[colloque]

# Les enjeux de la politique gouvernementale

par François Pradella

L'Institut Fraser et l'Institut Économique de Montréal ont présenté, cette fin de semaine, un séminaire à l'intention des étudiants pour les sensibiliser aux questions économiques et politiques préoccupantes de l'heure. Grâce à de brillants conférenciers qui n'avaient pas peur de provoquer, ce séminaire a permis à de nouvelles idées d'émerger.

Trois conférenciers, parmi la panoplie d'invités, ont retenu l'attention. Steven Horwitz, professeur d'économie à St. Lawrence University, à New York, a su décortiquer quatre mythes économiques qui sont entretenus sans réelle justification.

Le mythe le plus ancré dans l'imagination populaire est familier: le coût de la vie a tendance à augmenter. C'est faux, selon Horwitz: il aurait en fait diminué dramatiquement depuis les années 20. S'il fallait 16 minutes de travail pour acheter une pinte de lait en 1950, on s'en tire avec deux fois moins de temps aujourd'hui. Suit le fameux mythe des années 80, qui formaient, paraît-il, la décennie de la cupidité. Les chiffres disent le contraire: les années 80 ont été les années où les dons de charité ont été les plus élevés. En effet, la moyenne des dons de charité en 1989 était 19 p. cent supérieure à la moyenne de 1997.

Le conférencier s'est par la suite attardé à détruire l'idée préconçue selon laquelle les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches, de plus en plus riches. Chiffres à l'appui, il fait mentir les données des gouvernements qui laisseraient croire à une telle tendance. Sa propre interprétation des mêmes chiffres gouvernementaux conclut plutôt que les pauvres s'enrichissent à un rythme plus rapide que les riches.

Le dernier mythe à prendre «sa claque» est celui qui dit que les salaires ont baissé.

Le conférencier le plus direct et franc, Réjean Breton, professeur de droit civil à l'Université Laval, a offert un discours radical sur le syndicalisme. Selon lui, la façon de fonctionner de la Centrale des Enseignants du Québec (CEQ) est une véritable atteinte à l'intelligence des citoyens québécois et une honte pour le mouvement syndical.

L'essence de l'histoire syndicale au Québec est selon lui une lutte démocratique pour les droits des travailleurs. Véritable réussite sur ce plan-là. Or la situation se corse ailleurs: il suggère que la CEQ ne doit pas aimer les bons enseignants: elle n'en parle jamais! Et M. Breton d'énoncer ses quatre vérités à la CEQ: elle considère que les profs sont interchangeables, que les profs nuls sont aussi bons que les bons, elle se fout du contenu enseigné dans les écoles et prétend que les écoles des centre-villes sont peuplées de profs douteux!

«L'école est l'entreprise la plus importante, celle qui répond au besoin essentiel qu'est la soif de connaissances. Et vous allez me dire qu'on n'a pas le droit d'évaluer les profs parce que leur syndicat ne fait pas de discrimination entre eux. Foutaise!» s'emballait-il. Le fait qu'on ne congédie pas un prof pour incompétence au Québec l'agace profondément.

Selon M. Breton, la CEQ veut nous faire croire que, parmi ses 600 000 membres, il n'y a pas un seul incompétent!

Il applaudit les travaillistes de Tony Blair qui ont instauré un régime d'évaluation des compétences des profs, qui auront un salaire proportionnel à leur compétence. «Un débat à continuer», conclut-il.

Le dernier conférencier, Gordon Gibson, membre de l'Institut Fraser et politologue reconnu à travers le Canada, a publié un livre il y a deux ans sur la politique canadienne: *30 millions de mousquetaires*. Il préconise un fédéralisme renouvelé caractérisé par une décentralisation importante. Il est intéressant de noter qu'il appuie la stratégie de Jean-François Lisée, qui est de mettre la souveraineté de côté et de proposer des changements dans le système fédéral actuel. Interrogé par *Le Débat* à savoir ce qu'il pensait des 45 p. cent de Québécois qui pensent que la souveraineté-association est le meilleur choix, il répond: «Je peux très bien les comprendre. Dans les 30 dernières années, ils ont eu de grandes frustrations. Ils ont dû aussi se sentir exclus. Je crois cependant que la souveraineté est la deuxième meilleure solution pour tout le monde. La première serait un fédéralisme renouvelé, décentralisé.» Il faut, après tout, «cesser de se chicaner et travailler ensemble».

## Rogers sort Vidéotron du marché québécois

par Amir Zellin

Après l'annonce du regroupement de ses trois entreprises de médias, de sans fil et de câblodistribution, et dans le cadre d'un échange d'actions pour un montant de 5,6 milliards de dollars, Rogers communications a pu prendre le contrôle du plus important câblodistributeur au Québec, le Groupe Vidéotron.

Cette fusion, considérée comme la plus importante dans le secteur des communications au Canada, ne touche pas le Groupe TVA, qui restera la propriété de la famille Chagnon: «TVA n'est pas à vendre», a déclaré l'ex-président et chef de la direction de Vidéotron, et qui devient le vice-président du conseil d'administration de la nouvelle compagnie.

Cette dernière, qui conserve le nom Vidéotron, hissée au septième rang des câblodistributeurs en Amérique du Nord avec ses 3,7 millions d'abonnés, aura une capitalisation boursière de 17,2 milliards de dollars et produira des revenus annuels de 4,4 milliards de dollars ainsi qu'un bénéfice net de 1,2 milliards de dollars. Le contrôle de l'entreprise ainsi créée sera détenue par Rogers, avec 90 p. cent des actions. Les activités de Vidéotron seront donc gérées à partir du Québec, mais les décisions concernant son avenir seront prises à Toronto, suivant le déménagement de son siège social dans cette ville.

Certains craignent la perte d'un important siège social québécois dans ce domaine, et qui témoignerait de l'impuissance des entreprises de taille moyenne à faire face aux nouvelles exigences du secteur des communications. Selon Ted Rogers, chef de la direction, il est essentiel de rassembler dans la même compagnie des services tels que la câblodistribution, la téléphonie locale et interurbaine, ainsi que l'accès à l'Internet, assurant ainsi une présence durable sur le marché.

«Il nous fallait réagir vite», a déclaré le fondateur de Rogers, en raison de la fusion d'America Online (AOL) et de Time Warner totalisant un montant de 160 milliards de dollars américains en actions, survenue le 10 janvier dernier, et avec l'arrivée d'Ameritech dans la capitalisation de Bell.

En plus d'en faire le premier câblodistributeur au Canada, cette fusion historique permet à Rogers de détenir 51 p. cent du plus important réseau des services techniques sans fil au pays et de profiter des autres activités de Vidéotron qui comprennent 144 clubs vidéo, la compagnie de systèmes d'alarme Protectron et une participation de 27 p. cent dans Netgraphe. Ceci permettra à Rogers de couvrir tout le marché canadien qui verra la création d'un concurrent plus sérieux pour Bell Canada (la plus grande compagnie de téléphonie au pays, et filiale du Groupe Télécommunications BCE inc.).

Cette transaction avec Vidéotron a été précédée par un partenariat avec les deux plus importantes entreprises de télécommunications au monde, AT&T et British Telecom. De plus, une entente de revente avec Shaw communication a permis à Rogers d'acquérir la division de télémessagerie de Shaw Mobile, connue sous le nom de «Shaw Paging», pour un prix d'achat d'un peu plus de 19 milliards de dollars, devenant ainsi le deuxième prestataire des services de télémessagerie au Canada. Ted Rogers a souligné que «le fait de réunir tous [leurs] produits et services sous une même bannière [leur] permet d'exploiter la synergie existant entre les diverses sociétés et de véhiculer une voix unique». Elles regroupent ainsi plus de 20 stations de radio, une chaîne de téléachat, une station de télévision multiculturelle à Toronto et de nombreux magazines, dont *L'actualité*, *Châtelaine* et *Maclean's*.

À travers ce regroupement et toutes ces fusions, la société de communications nationale canadienne, connue sous le nom de Rogers communications inc., réussit donc à couvrir pratiquement tout le marché du pays dans les domaines des communications sans fil, des SCP numériques, de la télémessagerie, de la transmission des données, de la câblodistribution, de l'accès à l'Internet à haute vitesse, du commerce vidéo au détail, mais aussi dans les domaines de radiodiffusion, de télédiffusion, de magasinage télévisé, de l'édition et des nouvelles entreprises reliées aux médias. ☉

Chez  
**Internet Direct**  
rien ne bat nos  
**services** sauf...

...nos **tarifs!**

Adhère dès aujourd'hui et ne payes que 1\$ pour votre premier mois d'accès Internet!

Vous cherchez toujours un fournisseur de services Internet?

Si c'est le cas, c'est Internet Direct qu'il vous faut! Pour seulement 1\$, vous profiterez d'un premier mois d'accès Internet illimité... et ce n'est pas tout!

Branchez-vous... vite et bien!

Que vous soyez internaute néophyte ou surfeur de longue date, Internet Direct vous ira comme un gant! Vous craignez de ne pas pouvoir brancher votre ordinateur à Internet? Dans ce cas, confiez-nous la tâche; si nous ne réussissons pas, vous ne payez pas un sou.

Soyez toujours connecté (aucun signal d'occupation garanti à 99,6 %)

Chez Internet Direct, nous vous garantissons une connexion à tout coup. Pas de

recomposition, pas d'attente, pas de problème!

Chez nous, vous en aurez pour votre argent (100 logiciels Internet GRATUITS!)

Osez comparer: Internet Direct vous propose des plans d'accès flexibles, aucuns frais d'installation, un soutien technique sans pareil et 100 logiciels Internet GRATUITS. Une offre imbattable!

Garantie de remboursement à 100 %

Nous comblerons TOUS vos besoins en matière d'Internet: demandez-le à nos plus de 145 000 clients satisfaits. Essayez-nous; si vous changez d'idée dans les 14 jours suivant votre adhésion, nous vous rembourserons le plein montant versé. Un point, c'est tout!

3 PLANS FLEXIBLES POUR RÉPONDRE À VOS BESOINS

**FLEX LITE - 20**  
20 heures d'accès Internet  
1 adresse électronique  
Aucuns frais d'installation  
SEULEMENT **11,95 \$** par mois!

**FLEX LITE - 40**  
40 heures d'accès Internet  
1 adresse électronique  
2 Mo pour héberger votre site  
Aucuns frais d'installation  
SEULEMENT **13,95 \$** par mois!

**ACCÈS ILLIMITÉ**  
Accès Internet illimité  
2 adresses électroniques  
5 Mo pour héberger votre site  
Aucuns frais d'installation  
SEULEMENT **21,95 \$** par mois!



**Internet Direct**

Appelez-nous sans tarder!  
(514) 281-7500

www.supernet.ca/loonie ou visitez-nous au 2055, rue Peel, bureau 700, Montréal

\* L'offre spéciale d'accès à 1 \$ est valable uniquement dans le cas d'un nouvel abonnement mensuel à accès illimité. Notre politique d'absence de signal d'occupation à 99,6 % est fonction directe de l'état du réseau de Internet Direct. Tous les abonnés de Internet Direct sont liés par les modalités et conditions du fournisseur. Les tarifs peuvent varier d'une province à l'autre et y sont assujettis à toutes taxes applicables. La présente offre ne peut être combinée à aucune autre offre et peut prendre fin sans préavis.